

PASICRISIE LUXEMBOURGEOISE
N° 3/2021

TABLE DES MATIERES

JURISPRUDENCE

Appel

- 1° Personne à intimer – Adversaire en première instance – Exception – Litige indivisible – Notion – Obligation d'intimer toutes les parties ayant figuré en première instance – NCPC, art. 571. 271
- 2° Jugement mixte – Notion de principal – Pluralité de parties – Jugement dit multiple – Dispositions séparées – Objet de l'appel – Partie du jugement ayant tranché le fond – Recevabilité – NCPC, art 579, al. 1. 271

Divorce

- 1° Transfert de résidence – Exercice de l'autorité parentale – Compétence du juge aux affaires familiales – Compétence du juge des référés (non) – NCPC, art. 932, 1007-1, point 7, 1007-5 et 1007-11. - **avec les conclusions du Parquet général** 243
- 2° Effets entre parties quant à leurs biens – Jour de la demande – Report – Date postérieure à la demande en divorce (non) – Date antérieure à la demande – Conditions – Cessation de la collaboration et de la cohabitation – C. civ., art. 266 al. 2 ancien. 315

Domicile

Mineur – Parents séparés – Fixation du domicile de l'enfant – Accord des parents – Décision du juge aux affaires familiales – Résidence en alternance – Unicité du domicile – Critères d'appréciation – Intérêt de l'enfant – Stabilité administrative – Désirs et contrariétés des parents – Pertinence (non) – C. civ., art. 108 et 378-1. 296

Données à caractère personnel

Internet – Droit à l'oubli – Notion – Mise en œuvre – Traitement des données à caractère personnel – Champ d'application – Personnes physiques – Principe général de droit (non) – Règlement (UE) 2016/679, art. 17. 291

Droit international privé

- 1° Mineurs – Enlèvement international d'enfants – Retour de l'enfant – Faculté de l'autorité de l'Etat requis de refuser le retour – Condition – Existence d'un risque grave – Appréciation stricte – Convention de La Haye du 25 octobre 1980, art. 13, alinéa 1er, point b) ; Règl. CE n° 2201/2003 du 27 novembre 2003, art. 11, 4°. 265
- 2° Mineurs – Enlèvement international d'enfants – Retour de l'enfant – Faculté de l'autorité de l'Etat requis de refuser le retour de l'enfant lorsque l'enfant s'y oppose – Appréciation – Prise en compte de l'opinion de l'enfant – Conditions – Portée de l'opinion – Convention de La Haye du 25 octobre 1980, art. 13, alinéa 2. 265

Faillite

Action née de la faillite – Action de droit commun – Notions – Distinction – Autorisation de vendre des actifs de la faillite – C. com., art. 465 et 477. 304

Immeuble indivis

Occupation par un indivisaire – Indemnité – Conditions – Jouissance exclusive – Charge de la preuve incombant à l'indivisaire demandeur – Preuve par tous moyens – Privation de jouissance pouvant résulter du refus d'accès et de remise de clés – C. civ., art. 815-9, 2°. 332

Médias

1° Journaliste – Liberté d'expression – Devoirs découlant de la liberté d'expression – Devoir d'exactitude et de véracité – Obligation de moyen – Critère – Attitude qu'aurait eu un journaliste, placé dans les mêmes conditions, normalement prudent et avisé – C. civ., art. 1382 et 1383 ; Loi modifiée du 8 juin 2004, art. 10. 253

2° Journaliste – Liberté d'expression – Droits inhérents à la liberté d'expression – Droit de communiquer des informations au public – Publication du nom d'une personne majeure poursuivie pour crime ou délit grave – Publication licite – Absence de faute – C. civ., art. 1382 et 1383 ; Loi modifiée du 8 juin 2004, art. 6. 253

3° Journaliste – Liberté d'expression – Devoirs découlant de la liberté d'expression – Respect de la présomption d'innocence – Publication sans consentement de l'image d'un détenu identifiable, non définitivement condamné – Violation de la présomption d'innocence – Faute – Faute ne pouvant plus être invoquée par la victime après la condamnation définitive – Loi modifiée du 8 juin 2004, art. 12. 253

4° Journaliste – Liberté d'expression – Devoirs découlant de la liberté d'expression – Respect de la présomption d'innocence – Présentation publique d'une personne pénalement poursuivie comme coupable de l'infraction – Violation de la présomption d'innocence – Faute – Publication des présomptions à charge – Expression de doutes au sujet de l'innocence de la personne poursuivie – Absence de violation de la présomption d'innocence – Absence de faute – Loi modifiée du 8 juin 2004, art. 12. 253

Partage

1° Indivision post-communautaire – Remboursement du prêt hypothécaire relatif à l'immeuble indivis – Impense nécessaire – Indemnisation – Réévaluation – Prise en compte de l'équité – Calcul selon la méthode du profit subsistant – C. civ., art. 815-13, 1° et 1469. 315

2° Indivision post-communautaire – Paiement de primes d'assurance – Assurance de biens – Impense nécessaire – Indemnisation – Jouissance privative du bien par un indivisaire – Pertinence (non) – Assurance responsabilité civile (non) – C. civ., art 815-13, 1°. 315

3° Indivision – Immeuble – Cession à titre onéreux – Droit de préemption – Condition – Cession des droits d'un indivisaire à un tiers – Bénéficiaires – Coindivisaires du cessionnaire – Cession de l'entièreté du bien indivis – Exclusion du droit de préemption – C. civ., art. 815-14. 332

4° Indivision – Partage en nature – Exception – Licitacion – Conditions – Biens non commodément partageables en nature – Existence d'inconvénients excessifs – Immeuble habité par un indivisaire – Pertinence (non) – C. civ., art. 815, 826 et 827. 332

Procédure civile et commerciale

Estoppel – Fin de non-recevoir – Conditions – Positions incompatibles d'un plaideur – Induction en erreur de l'adversaire – Domaine d'application – Limites – Liberté de la défense – Substance des droits des plaideurs – Nouveau moyen de défense en appel – NCPC, art. 264 et 592.

304

Procédure pénale

1° Police judiciaire – Exercice des missions de police judiciaire – Conditions de régularité – Respect des heures de service des agents et officiers de police judiciaire – Régularité de l'exercice des missions de police judiciaire non subordonnée à la condition du respect des heures de service – C. pr. pén., art. 9-2 ; Loi modifiée du 18 juillet 2018, art. 17 ; Loi modifiée du 14 février 1955, art. 6. - **avec le mémoire en cassation du Parquet général**

227

2° Opposition – Délai – Délai extraordinaire d'opposition jusqu'à l'expiration des délais de la prescription de la peine – Domaine – Condamnations aux peines – Exclusion des condamnations au civil et des restitutions au civil – C. pr. pén., art. 187. - **avec les conclusions du Parquet général**

234

3° Droits de l'homme – Droit d'accès au juge – Opposition – Délai extraordinaire d'opposition jusqu'à l'expiration des délais de la prescription de la peine – Restriction aux condamnations aux peines, à l'exclusion des condamnations au civil et des restitutions – Absence de violation du droit d'accès au juge et du droit à un procès équitable – CEDH, art. 6. - **avec les conclusions du Parquet général**

234

4° Droit de l'Union européenne – Directive (UE) 2016/343 portant renforcement de certains aspects de la présomption d'innocence et du droit d'assister à son procès dans le cadre des procédures pénales – Domaine – Inapplicabilité aux procédures civiles – Inapplicabilité à la procédure d'opposition du défendeur au civil contre la condamnation au civil – Directive (UE) 2016/343, art. 9 ; C. pr. pén., art. 187. - **avec les conclusions du Parquet général**

234

Responsabilité civile

1° Responsabilité délictuelle – Médias – Journaliste – Responsabilité pour dommages causés aux tiers par une publication – Régime légal – Régime du droit commun des articles 1382 et 1383 du Code civil – Incidence de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias – Obligations spécifiques pertinentes dans l'appréciation de la faute – Régime spécifique d'imputation – C. civ., art. 1382 et 1383 ; Loi modifiée du 8 juin 2004, art. 21.

253

2° Dommage – Réparation intégrale – Evaluation in concreto – Evaluation au jour du jugement – C. civ., art. 1382.

271

Sociétés commerciales

1° Capital social – Souscription – Notion – Régime – Absence de formalisme particulier – Loi du 10 août 1915, art. 420-1.

271

2° Registre de commerce et des sociétés – Annulation d'un dépôt – Condition – Dépôt erroné – Loi du 19 décembre 2002, art. 21 (1) ; Régl. g.-d. du 23 janvier 2003, art. 17bis.

291

Travail

Contrat à durée indéterminée – Licenciement – Prolongation du délai de préavis par l'employeur – Naissance du droit à une indemnité de départ (non) – C. trav., art L. 124-7 (1) al. 1er et (2). - **avec les conclusions du Parquet général**

249